

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la situation politique en Libye, à Paris le 23 février 2011.

La poursuite de la répression brutale et sanglante contre la population civile libyenne est révoltante. La France et les Français suivent ces événements avec horreur et compassion. Un tel usage de la force contre sa propre population est indigne.

Le Conseil de sécurité et le Secrétaire général des Nations Unies, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la Conférence islamique et la quasi-totalité des États du monde ont exprimé leur rejet de ces actions inacceptables.

La France demande à nouveau l'arrêt immédiat des violences en Libye et appelle les dirigeants de ce pays à engager sans délai un dialogue politique afin que cesse la tragédie en cours.

La communauté internationale ne peut rester spectatrice face à ces violations massives des droits de l'Homme.

Je demande au Ministre des Affaires étrangères de proposer à nos partenaires de l'Union européenne l'adoption rapide de sanctions concrètes afin que tous ceux qui sont impliqués dans les violences en cours sachent qu'ils devront assumer les conséquences de leurs actes. Ces mesures concernent notamment la possibilité de les traduire en justice, l'interdiction d'accès au territoire de l'Union et la surveillance des mouvements financiers.

Je souhaite en outre que soit examinée la suspension des relations économiques, commerciales et financières avec la Libye, jusqu'à nouvel ordre.